

(N° 45)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1920.

Projet de loi sur la rémunération en faveur des familles des miliciens.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Sous le régime du tirage au sort et du remplacement, la rémunération en matière de milice fut, tour à tour, considérée comme une rétribution de services rendus à l'armée par le milicien et comme une compensation du produit du salaire perdu par la famille de l'appelé.

Les lois du 30 juin 1896 et du 21 mars 1902 donnèrent ce double caractère à la rémunération de milice; la première l'accordait, par moitié, au milicien et sa famille; la seconde accentuait le caractère de rétribution du service en étendant le bénéfice de l'indemnité aux volontaires et à tous les miliciens, quel que fût le degré d'aisance de leur famille.

C'était là le corollaire indispensable de la loi de milice qui plaçait le volontariat à la base du recrutement de l'armée.

La question doit être envisagée sous un autre aspect dès l'instant où, par suite de la généralisation du service militaire le pays fait appel à tous ses enfants pour concourir à la défense de son indépendance.

Le service n'est plus, en effet, une charge pesant sur une certaine catégorie de citoyens et qui appelle dès lors une compensation; il est devenu un devoir général et inéluctable.

La législation sur la rémunération est intimement liée à la législation sur la milice; elle doit évoluer avec celle-ci.

C'est en s'inspirant de ces considérations et guidé par le souci de sauvegarder l'intérêt du Trésor, sans se départir cependant des règles de l'équité, que le Gouvernement, entrant plus résolument encore dans la voie tracée

par la loi du 30 août 1913, a élaboré le projet de loi qu'il a l'honneur de soumettre à vos délibérations et qui peut se résumer comme suit :

La rémunération est supprimée à partir du 1^{er} mars 1919, mais elle reste acquise à toutes les familles des miliciens qui ont fait campagne et ce, non seulement jusqu'au jour de leur démobilisation, mais aussi pendant une période de six mois après celle-ci, soit trois mois à taux plein et trois mois à taux réduit de 50 %.

Au surplus, le Gouvernement a décidé de maintenir, en faveur des miliciens mariés de la classe de 1919, une indemnité de famille de 360 francs par an avec accroissement de 180 francs par enfant âgé de moins de 18 ans. Cette indemnité est payée à charge du Budget de la Guerre, et compense donc, pour les familles de militaires mariés de la dite classe, la perte de la rémunération dont le taux du temps de paix était inférieur à celui de l'indemnité susvisée.

Le présent projet s'inspire de celui qui fut déposé le 25 juin 1919 et à fait l'objet d'un rapport de M. Buyl, au nom de la Section centrale, en date du 10 octobre suivant, mais a été considéré comme non venu par l'effet de la dissolution des Chambres, le 22 octobre 1919; il a été légèrement amendé pour régulariser des situations de fait.

Le Gouvernement compte sur l'appui du Parlement pour réaliser une réforme qu'il croit avoir pleinement justifiée.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

Ed. MASSON.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

**Projet de loi sur la rémunération en
faveur des familles des miliciens.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Intérieur, de la Guerre et des Fi-
nances.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Sont abrogées, à partir du 1^{er} mars
1919, les dispositions des lois des
30 août 1913 et 4 août 1914, ainsi que
des arrêtes-lois des 27 septembre 1916,
20 mars 1917 et 8 octobre 1917,
régulant la rémunération en faveur des
familles de miliciens, sauf la restriction
qui fait l'objet de l'article 17 de la loi
du 30 août 1913, relative aux sommes
déposées à la Caisse Générale d'Epargne
et de Retraite et acquises aux intéressés.

Dispositions transitoires

ART. 2.

Les familles de miliciens, volontaires
de guerre; volontaires de milice, chauff-
eurs d'automobile, réfractaires, défaut-

**Wetsontwerp op de vergelding voor de
familiën der militieplichtigen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van
Binnenlandsche Zaken, van Oorlog en
van Financiën

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt zal, in Onzen naam, ter Wet-
gevende Kamers voorgelegd worden :

EERSTE ARTIKEL.

Worden, te rekenen van 1^{er} Maart
1919, ingetrokken, de bepalingen der
wetten van 30 Augustus 1913, 4 Au-
gustus 1914, alsmede de besluit-wetten
van 27 September 1916, 20 Maart 1917
en 8 October 1917 tot regeling der
vergelding ten voordeele der familiën
van militieplichtigen behalve de beper-
king die het voorwerp uitmaakt van arti-
kel 17 der wet van 30 Augustus 1913
betreffende de ter Algemeene Spaar- en
Lijfrentekas neergelegde sommen en
aan de belanghebbenden verworven.

Overgangsbepalingen

ART. 2.

De familiën van militieplichtigen, oor-
logsvrijwilligers, militievrijwilligers,
autovoerders, wederspannigen, nalati-

lants, retardataires ou mutilés volontaires, appelés ou rappelés sous les armes en vertu des lois et arrêtés-lois antérieurs à la loi du 1^{er} mars 1919, sur le recrutement de la levée spéciale de 1919, restent régies par les lois du 30 août 1913 et du 4 août 1914, sauf qu'il y est dérogé sur les points suivants :

I. Le taux de l'indemnité est celui que détermine l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 27 septembre 1916 ;

II. L'indemnité n'est pas due pendant la durée de la mise en congé sans solde du militaire ou pendant sa désertion ;

III. L'indemnité reste acquise, jusqu'au 31 décembre 1919, aux familles des militaires visés ci dessus, pensionnés, licenciés par réforme ou proposés pour la réforme ; il en est de même pour les familles des militaires non licenciés ni congédiés qui sont décédés ou disparus pendant que l'armée était mobilisée ;

IV. La rémunération reste due pendant trois mois à partir de la date du congédiement ou de l'envoi en congé illimité de la classe de milice à laquelle le militaire appartient ou est rattaché.

Une indemnité dont le taux est réduit de moitié, arrondie au demi-décime supérieur, est, en outre, allouée pendant les trois mois qui suivent.

ART. 3.

Le militaire marié peut faire opposition au paiement de l'indemnité à sa femme convaincue de mauvaise conduite, pour autant qu'elle ne conserve pas la garde des enfants s'il en existe.

gen, achterblijvers of vrijwillige verminkten, onder de wapenen geroepen of teruggeroepen krachtens de wetten en besluit-wetten in vóóge vóór de wet van 1 Maart 1919, op de werving der bijzondere lichting van 1919, blijven beheerd door de wetten van 30 Augustus 1913 en 4 Augustus 1914, behoudens afwijking ervan op de volgende punten :

I. Het bedrag der vergoeding is hetzelfde als dat bepaald bij artikel 1^o der besluit-wet van 27 September 1916 ;

II. De vergoeding is niet verschuldigd gedurende den verloftijd zonder soldij van den militair of gedurende zijne desertie.

III. De vergoeding blijft verworven tot 31 December 1919 voor de familiën van hoogerbedoelde gepensioneerde, wegens reform afgedankte of voor de reform voorgestelde militairen. Dit geldt ook voor de familiën van niet weggezonden noch afgedankte militairen die gestorven of verdwenen zijn terwijl het leger gemobiliseerd was.

IV. De vergoeding blijft verschuldigd gedurende drie maanden van af den oogenblik van de afdanking of van het in onbepaald verlof zenden der militieklasse waartoe de militair behoort of waaraan hij toegevoegd is.

Eene vergoeding, met de helft verminderd, opwaarts tot den halven deciem aangerond, wordt daarenboven toegekend gedurende de drie volgende maanden.

ART. 3.

De gehuwde militair kan tegen het uitbetalen der vergelding aan de vrouw, uit hoofde van haar slecht gedrag, opkomen in zooverre deze den last der kinderen, indien er zijn, niet blijft dragen.

Dès lors, le militaire en cause est assimilé au divorcé avec ou sans enfants, selon le cas.

ART. 4.

Si les parents ou, le cas échéant, les ascendants du militaire sont divorcés ou séparés, celui-ci décide si l'indemnité doit être payée par moitié à chacun des conjoints et, dans la négative, désigne celui des deux époux auquel revient l'indemnité. La même règle est appliquée si plusieurs personnes se réclament des services de l'intéressé pour obtenir l'allocation.

ART. 5.

La liquidation des indemnités afférentes à la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 1914 et qui n'ont pas encore été payées aux ayants droit, reste régie par l'arrêté royal du 28 octobre 1913, mais il ne sera pas tenu compte des mutations éventuellement subies par le militaire dont les services sont invoqués.

ART. 6.

Tous les militaires des classes de 1912 et antérieures, déchus des droits aux sommes déposées en leur nom à la Caisse d'épargne, à titre de rémunération pour services accomplis avant leur désertion, sont relevés de cette déchéance s'ils ont participé à la campagne 1914-1918.

Dienvolgens wordt de betrokken militair gelijkgesteld met den uit den echt gescheiden, met of zonder kinderen, volgens het geval.

ART. 4.

Zoo de ouders of desvoorkomend de bloedverwanten in opgaande linie van den militair uit den echt gescheiden zijn of afzonderlijk leven, dan beslist hij of de vergoeding bij helfte aan de twee echtelingen dient uitbetaald te worden en, zoo niet, duidt hij deze der twee echtgenooten aan waaraan de vergoeding toekomt. Dezelfde regel is van toepassing wanneer verschillende personen tot het bekomen der toekenning zich op de diensten van den belanghebbende beroepen.

ART. 5.

De uitbetaling der nog niet aan de rechthebbende betaalde vergoedingen voor het tijdvak van 1 Januari tot 31 Juli 1914 blijft beheerd door het koninklijk besluit van 28 October 1913, doch er zal geen rekening gehouden worden met de gebeurlijke veranderingen ondergaan door den militair wiens diensten ingeroepen worden.

ART. 6.

Al de militairen der klassen 1912 en vroeger, die hunne rechten op de in hunnen naam ter Spaarkas neergelegde sommen als vergelding voor de diensten vóór hunne desertie volbracht, verbeurden, worden van deze verbeurdverklaring ontheven indien zij deel genomen hebben aan den veldtocht 1914-1918.

Dispositions particulières.**ART. 7.**

Les allocations dont ont bénéficié les familles de militaires, pendant l'occupation allemande, à l'intervention du Comité National de Secours et d'Alimentation, sous la dénomination « Secours soutien » ou « Secours B » viennent en défalcation de la rémunération due aux dites familles en vertu de la loi.

ART. 8.

Sauf en cas de fraude, le Ministre de l'Intérieur peut faire remise aux familles indigentes des sommes payées indûment à titre de rémunération ou de Secours B.

ART. 9.

Les sommes non réclamées avant le 31 décembre 1920 demeurent acquises au Trésor.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1920.

Bijzondere bepalingen.**ART. 7.**

De toekenningen die de familiën van militairen gedurende de Duitse bezetting door tussenkomst van het Nationaal Hulp- en Voedingskomiteit hebben getrokken, onder de benaming « Hulp onderstand » of « Onderstand B » worden afgetrokken van de aan genoemde familiën krachtens de wet verschuldigde vergelding.

ART. 8.

Behoudens in geval van bedrog, kan de Minister van Binnenlandsche Zaken de als vergelding of Onderstand B ten onrechte betaalde sommen, aan de behoeftige familiën kwijt schelden.

ART. 9.

De sommen welke niet opgevorderd worden vóór 31 December 1920, blijven eigendom van de Schatkist.

Gegeven te Brüssel, den 14ⁿ Januari 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

FG. MASSON.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1920.

Wetsontwerp op de vergelding voor de families der militieplichtigen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Onder het stelsel der loting en der plaatsvervanging werd de vergelding in zake militie beurtelings aangezien als eene vergoeding van de door den militieplichtige aan het leger bewezen diensten en als eene schadeboosstelling wegens loonverlies door de familie van den opgeroepene.

De wetten van 30 Juni 1896 en 21 Maart 1902 hechtten deze tweevoudige beteekenis aan de militievergelding; de eerste stond ze bij helfte toe aan den militieplichtige en aan zijne familie, de tweede drukte meer op de beteekenis dienstvergoeding door het genot der vergoeding te doen overgaan op de vrijwilligers en al de militieplichtigen zonder rekening te houden met den trap van welstand hunner familie.

Het gold daar de onvermijdelijke gevolgtrekking der militiewet die het vrijwilligerschap tot grondslag der legerwerving deed dienen.

Het vraagstuk dient uit een ander oogpunt beschouwd te worden van den oogenblik af dat, ten gevolge der veralgemeening van den militairen dienst, het Land al zijne kinderen oproept om tot het verdedigen zijner onafhankelijkheid mede te werken.

De dienst is inderdaad geen last meer die op eene zekere klas van burgers weegt en dienvolgens vergelding vergt; hij is eene algemeene, onvermijdelijke plicht geworden.

De wetgeving op de vergelding is nauw verbonden met die op de militie; zij dient met deze laatste gelijken tred te volgen.

Door deze beweeggronden geleid alsmede door den zucht om het belang der Schatkist te vrijwaren zonder nochtans aan de regelen der rechtvaardig-

heid te kort te komen, is het dat de Regeering, met meer beslistheid nog, den bij de wet van 30 Augustus 1913 gebaanden weg inslaande, het wetsontwerp heeft bewerkt dat zij de eer heeft aan uwe beraadslagingen te onderwerpen en dat als volgt kan worden samengevat :

Te rekenen van 1 Maart 1919 is de vergoeding afgeschaft maar zij blijft toegekend aan al de familiën der militieplichtigen die den oorlog hebben meegemaakt, en zulks niet alleen tot op den dag hunner demobilisatie, maar ook nog gedurende een tijdvak van zes maand daarna, dat is, drie maand volle bedrag en drie maand bedrag met 50 ten honderd verminderd.

Daarenboven heeft de Regeering besloten ten voordeele der gehuwde militieplichtigen der klasse van 1919, eene familievergoeding van 360 frank per jaar met een toelage van 180 frank per kind beneden de 18 jaar, te handhaven.

Deze vergoeding wordt uitbetaald ten laste van de Begrooting van Oorlog en vergoedt dus voor de familiën van gehuwde militieplichtigen van gezegde klasse het verlies der vergelding, welker bedrag in vreedestijd lager stond dan dat van de voormelde vergoeding.

Dit wetsontwerp gaat uit van dat neergelegd op 25 Juni 1919 en waarover de heer Buyl, in naam der Middenafdeeling, den 10ⁿ October daarna verslag uitbracht, werd nochtans, ten gevolge van de ontbinding der Kamers op 22 October 1919, als niet bestaande aanschouwd; het is ietwat gewijzigd om feitelijke toestanden te regelen.

De Regeering rekent op den steun van het Parlement om een hervorming tot stand te brengen, waarvan zij de billijkheid ten volle meent bewezen te hebben.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. RENKIN.

De Minister van Oorlog,

FG. MASSON.

De Minister van Financiën,

LEON DELACROIX.

**Projet de loi sur la rémunération en
faveur des familles des miliciens.**

**Wetsontwerp op de vergelding voor de
familiën der militieplichtigen.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de l'Intérieur, de la Guerre et des Fi-
nances.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Sont abrogées, à partir du 1^{er} mars
1919, les dispositions des lois des
30 août 1913 et 4 août 1914, ainsi que
des arrêtes-lois des 27 septembre 1916
20 mars 1917 et 8 octobre 1917,
régulant la rémunération en faveur des
familles de miliciens, sauf la restriction
qui fait l'objet de l'article 17 de la loi
du 30 août 1913, relative aux sommes
déposées à la Caisse Générale d'Epargne
et de Retraite et acquises aux intéressés.

Dispositions transitoires

ART. 2.

Les familles de miliciens, volontaires
de guerre, volontaires de milice, chauff-
eurs d'automobile, réfractaires, défaut-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van
Binnenlandsche Zaken, van Oorlog en
van Financiën

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt zal, in Onzen naam, ter Wet-
gevende Kamers voorgelegd worden :

EERSTE ARTIKEL.

Worden, te rekenen van 1^o Maart
1919, ingetrokken, de bepalingen der
wetten van 30 Augustus 1913, 4 Au-
gustus 1914, alsmede de besluit-wetten
van 27 September 1916, 20 Maart 1917
en 8 October 1917 tot regeling der
vergelding ten voordeele der familiën
van militieplichtigen behalve de beper-
king die het voorwerp uitmaakt van arti-
kel 17 der wet van 30 Augustus 1913
betreffende de ter Algemeene Spaar- en
Lijfrentekas neergelegde sommen en
aan de belanghebbenden verworven.

Overgangsbepalingen

ART. 2.

De familiën van militieplichtigen, oor-
logsvrijwilligers, militievrijwilligers,
autovoerders, wederspanningen, nalati-

lants, retardataires ou mutilés volontaires, appelés ou rappelés sous les armes en vertu des lois et arrêtés-lois antérieurs à la loi du 1^{er} mars 1919, sur le recrutement de la levée spéciale de 1919, restent régies par les lois du 30 août 1913 et du 4 août 1914, sauf qu'il y est dérogé sur les points suivants :

I. Le taux de l'indemnité est celui que détermine l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 27 septembre 1916 ;

II. L'indemnité n'est pas due pendant la durée de la mise en congé sans solde du militaire ou pendant sa désertion ;

III. L'indemnité reste acquise, jusqu'au 31 décembre 1919, aux familles des militaires visés ci-dessus, pensionnés, licenciés par réforme ou proposés pour la réforme ; il en est de même pour les familles des militaires non licenciés ni congédiés qui sont décédés ou disparus pendant que l'armée était mobilisée ;

IV. La rémunération reste due pendant trois mois à partir de la date du congédiement ou de l'envoi en congé illimité de la classe de milice à laquelle le militaire appartient ou est rattaché.

Une indemnité dont le taux est réduit de moitié, arrondie au demi-décime supérieur, est, en outre, allouée pendant les trois mois qui suivent.

ART. 3.

Le militaire marié peut faire opposition au paiement de l'indemnité à sa femme convaincue de mauvaise conduite, pour autant qu'elle ne conserve pas la garde des enfants s'il en existe.

gen, achterblijvers of vrijwillige verminkten, onder de wapenen geroepen of teruggeroepen krachtens de wetten en besluit-wetten in voege vóór de wet van 1 Maart 1919, op de werving der bijzondere lichting van 1919, blijven beheerd door de wetten van 30 Augustus 1913 en 4 Augustus 1914, behoudens afwijking ervan op de volgende punten :

I. Het bedrag der vergoeding is hetzelfde als dat bepaald bij artikel 1^o der besluit-wet van 27 September 1916 ;

II. De vergoeding is niet verschuldigd gedurende den verloftijd zonder soldij van den militair of gedurende zijne desertie.

III. De vergoeding blijft verworven tot 31 December 1919 voor de familiën van hoogerbedeelde gepensioneerde, wegens reform afgedankte of voor de reform voorgestelde militairen. Dit geldt ook voor de familiën van niet weggezonden noch afgedankte militairen die gestorven of verdwenen zijn terwijl het leger gemobiliseerd was.

IV. De vergoeding blijft verschuldigd gedurende drie maanden van af den oogenblik van de afdanking of van het in onbepaald verlof zenden der militieklasse waartoe de militair behoort of waaraan hij toegevoegd is.

Eene vergoeding, met de helft verminderd, opwaarts tot den halven deciem aangerond, wordt daarenboven toegekend gedurende de drie volgende maanden.

ART. 3.

De gehuwde militair kan tegen het uitbetalen der vergelding aan de vrouw, uit hoofde van haar slecht gedrag, opkomen in zooverre deze den last der kinderen, indien er zijn, niet blijft dragen.

Dès lors, le militaire en cause est assimilé au divorcé avec ou sans enfants, selon le cas.

ART. 4.

Si les parents ou, le cas échéant, les ascendants du militaire sont divorcés ou séparés, celui-ci décide si l'indemnité doit être payée par moitié à chacun des conjoints et, dans la négative, désigne celui des deux époux auquel revient l'indemnité. La même règle est appliquée si plusieurs personnes se réclament des services de l'intéressé pour obtenir l'allocation.

ART. 5.

La liquidation des indemnités afférentes à la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 1914 et qui n'ont pas encore été payées aux ayants droit, reste régie par l'arrêté royal du 28 octobre 1913, mais il ne sera pas tenu compte des mutations éventuellement subies par le militaire dont les services sont invoqués.

ART. 6.

Tous les militaires des classes de 1912 et antérieures, déchus des droits aux sommes déposées en leur nom à la Caisse d'épargne, à titre de rémunération pour services accomplis avant leur désertion, sont relevés de cette déchéance s'ils ont participé à la campagne 1914-1918.

Dienvolgens wordt de betrokken militair gelijkgesteld met den uit den echt gescheiden, met of zonder kinderen, volgens het geval.

ART. 4.

Zoo de ouders of desvoorkomend de bloedverwanten in opgaande linie van den militair uit den echt gescheiden zijn of afzonderlijk leven, dan beslist hij of de vergoeding bij helfte aan de twee echtelingen dient uitbetaald te worden en, zoo niet, duidt hij deze der twee echtgenooten aan waaraan de vergoeding toekomt. Dezelfde regel is van toepassing wanneer verschillende personen tot het bekomen der toekenning zich op de diensten van den belanghebbende beroepen.

ART. 5.

De uitbetaling der nog niet aan de rechthebbende betaalde vergoedingen voor het tijdvak van 1 Januari tot 31 Juli 1914 blijft beheerd door het koninklijk besluit van 28 October 1913, doch er zal geen rekening gehouden worden met de gebeurlijke veranderingen ondergaan door den militair wiens diensten ingeroepen worden.

ART. 6.

Al de militairen der klassen 1912 en vroeger, die hunne rechten op de in hunnen naam ter Spaarkas neergelegde sommen als vergelding voor de diensten vóór hunne desertie volbracht, verbeurden, worden van deze verbeurdverklaring ontheven indien zij deel genomen hebben aan den veldtocht 1914-1918.

Dispositions particulières.	Bijzondere bepalingen.
ART. 7. Les allocations dont ont bénéficié les familles de militaires, pendant l'occupation allemande, à l'intervention du Comité National de Secours et d'Alimentation, sous la dénomination « Secours soutien » ou « Secours B » viennent en défalcation de la rémunération due aux dites familles en vertu de la loi.	ART. 7. De toekenningen die de familiën van militairen gedurende de Duitse bezetting door tusschenkomst van het Nationaal Hulp- en Voedingskomiteit hebben getrokken, onder de benaming « Hulp onderstand » of « Onderstand B » worden afgetrokken van de aan genoemde familiën krachtens de wet verschuldigde vergelding.
ART. 8. Sauf en cas de fraude, le Ministre de l'Intérieur peut faire remise aux familles indigentes des sommes payées indûment à titre de rémunération ou de Secours B.	ART. 8. Behoudens in geval van bedrog, kan de Minister van Binnenlandsche Zaken de als vergelding of Onderstand B ten onrechte betaalde sommen, aan de behoeftige familiën kwijt schelden.
ART. 9. Les sommes non réclamées avant le 31 décembre 1920 demeurent acquises au Trésor. Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1920.	ART. 9. De sommen welke niet opgevorderd worden vóór 31 December 1920, blijven eigendom van de Schatkist. Gegeven te Brussel, den 14^e Januari 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

RENKIN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

FG. MASSON.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.